

Appel à communication

Colloque international

Les sciences sociales et leurs publics

Engagements et distanciations

Organisé par l'Université Alexandru Ioan Cuza (Iasi), le Réseau Acteurs Emergents (RAE-FMSH, Paris), le Comité de Recherche « Petites sociétés et construction du savoir » (CR 24 de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française).

22-23 septembre 2011

Les travaux des chercheurs constituent souvent des sources d'autorité et de légitimité pour des politiques publiques, engageant leurs compétences et leur responsabilité, mais peuvent aussi entrer dans des rapports de contestation, de critique et de conflit avec ces pouvoirs. L'objectif de ce colloque est de les interroger sous un angle particulier : celui des publics et des médiations qui constituent des frontières et des zones de contacts et d'échanges entre *savoirs* et *pouvoirs*.

La notion de public est considérée ici sous un angle double : c'est à la fois un espace de discussions et de débats, permettant d'affirmer des positions contradictoires ou critiques, et aussi un groupe mobilisé pour la réalisation d'objectifs politiques, professionnels ou artistiques¹. Sous régime démocratique, les chercheurs en sciences sociales ont accès à la sphère publique et en même temps sont à même de mobiliser un public propre, pour s'assurer de la transmission de leurs savoirs et de la reproduction de leur propre corps. Il est nécessaire de reposer ici la question des transformations des relations entre les sciences sociales et leurs publics, dans une perspective historique, mais aussi à partir de la conjoncture économique et politique particulière actuelle, qui est celle de la « crise » des identités, des valeurs et des institutions.

Nous avons en vue un temps relativement court, qui est celui du début du XXI^e siècle, mais qui s'inscrit dans une temporalité plus longue, celle des transformations intervenues au siècle précédent. Ces transformations sont de trois ordres : politique (déclin des États-nation de manière générale, mais plus particulièrement dans les pays ayant connu une période « postcoloniale » et « postcommuniste ») ; économique (dépendance des marchés, inscription dans la mondialisation) ; et intellectuelle – l'internationalisation des savoirs, la culture cosmopolite ou le « multiculturalisme » devançant les cultures nationales.

¹ Voir les travaux fondateurs de John Dewey, *Le public et ses problèmes*, Paris, Gallimard, 2010 (1927), ou de C. Wright Mills, *L'imagination sociologique*, Paris, La Découverte, 2006 (1959).

Nous proposons l'organisation des communications et des débats autour de trois axes : le public du champ scientifique international, les rapports entre les publics professionnels et les publics profanes, les engagements et les distanciations des chercheurs devant les transformations de leur public.

AXE 1. LE PUBLIC INTERNATIONAL EXISTE-T-IL ? LES EFFETS CONTRADICTOIRES DE L'INTERNATIONALISATION DES ECHANGES SCIENTIFIQUES.

L'expansion du champ scientifique international a eu des effets structurels à la fois sur les paradigmes scientifiques nationaux (nouveaux rapports entre les disciplines, nouvelles théories, nouvelles méthodes) et sur les conditions de production, de circulation, de transfert ou de diffusion des savoirs. L'adoption des standards internationaux dans le choix des objets, des priorités, des méthodes a eu des effets régulateurs sur le « marché » intérieur de la recherche. Le déplacement des frontières politiques et symboliques a imposé des nouveaux critères de légitimité ou de reconnaissance, a reconfiguré des réseaux et des hiérarchies. Cela s'est traduit par la constitution de nouveaux systèmes d'alliances, concentrés dans des pôles dominants de l'espace restructuré notamment par des institutions internationales, anciennes ou plus récentes (ONU, Banque mondiale, UNESCO, OCDE, certaines ONG). Des fondations privées ont réussi à faire reconnaître une tradition qui leur est propre, à savoir l'association entre action philanthropique, changement politique et construction des « sociétés civiles » (comme c'est le cas de la Fondation Soros, dans le sillage des Fondations Rockefeller et Ford) constituant un terrain où l'engagement militant et la production des savoirs par la mobilisation des sciences sociales se sont trouvés associés.

Après la chute du mur de Berlin, l'opposition Est/Ouest est passée au second plan face aux rapports Nord/Sud, déplaçant les frontières politiques et économiques apparentes. Les relations soutenues que l'ancien monde soviétique développait avec le « Tiers Monde », et en particulier avec les pays d'Afrique, ont fortement régressé ; ces derniers connaissant de nouvelles orientations et divisions politiques. Ces transformations ont eu des effets aussi bien sur les dynamiques militantes et associatives d'Europe occidentale que sur les échanges universitaires.

Favorisant l'autonomie et la professionnalisation de certaines disciplines, la circulation internationale des étudiants et des chercheurs a été aussi à l'origine de la désaffiliation de certaines catégories de chercheurs et de la neutralisation politique de certains thèmes de recherche, comme la pauvreté ou le développement, par exemple. L'internationalisation a opéré en outre des divisions entre les générations de chercheurs et des discontinuités au niveau des transferts de compétences et de la conservation de patrimoines culturels.

Les problèmes linguistiques des échanges scientifiques sont ici une question clé. Les changements de positions et de publics des principales « langues internationales », les nouvelles orientations dans l'enseignement des langues, les liens établis entre traductions et conditions de circulation ont érigé des frontières entre disciplines ou « écoles » scientifiques. Les frontières ne sont pas cependant toujours étanches ; les conditions d'« excellence » exigent l'usage de plusieurs langues et la maîtrise de plusieurs répertoires. Cependant, des

formations initiales (« francophone » ou « anglophone ») décident souvent des orientations de carrières et des choix à long terme. Les définitions restrictives de l'excellence font état de clivages et de contradictions que les membres de ces communautés ont à affronter.

Une première série de questions porte sur les stratégies adoptées par les institutions nationales (en termes de programmes scientifiques, de financements, de reconversions) en réponse aux nouvelles contraintes externes, d'ordre politique ou financier. Quels effets ont eu les politiques d'intégration des structures scientifiques nationales dans un espace transnational (européen, international), en termes de visibilité, de reconnaissance, de circulation ? Quelles formes de résistance se sont manifestées ? Les principales frontières, les circuits, nationaux et internationaux, à dominante linguistique déterminée, qui marquent l'espace scientifique et les disciplines sont aussi à interroger. Les mécanismes de mobilisation d'un public international, traductions, congrès et conférences, programmes de mobilité et de recrutement des boursiers sont également à examiner.

AXE 2. PUBLICS PROFESSIONNELS ET PUBLICS PROFANES

Les frontières entre les disciplines ont changé suite à un processus de professionnalisation à grande échelle, engagé différemment par les différentes disciplines. L'unité supposée ou souhaitée des sciences sociales a été remise en cause, la relation hiérarchique entre les spécialités et la théorie générale a été renversée, avec la dévalorisation des positions « généralistes » au profit des spécialités en possession d'un savoir expert. Les frontières ont été déplacées sous l'effet conjugué d'une demande de formation plus importante en sciences sociales, et de l'intensification des échanges, au niveau national comme international. La professionnalisation en sciences sociales a accompagné la mondialisation. La redistribution de ressources entre le public et le privé, effet du retrait de l'État et de la « marchandisation » des échanges, a également contribué à la modification des rapports hiérarchiques entre les disciplines.

Dans ces conditions, les publics des sciences sociales ont changé, en termes d'effectifs (étudiants, enseignants, chercheurs) ou de tirages de publications. Les augmentations enregistrées dans les années 1960-1980 ont été suivies de stagnations, voire de diminutions des effectifs comme des tirages. Dans plusieurs pays, des décalages sont signalés entre les séries d'étudiants en fonction des évolutions démographiques : réduction des effectifs scolaires sous l'effet conjoint de la baisse de la natalité, de l'abandon scolaire et de l'émigration : c'est le cas en Roumanie, par exemple. Les corps professionnels en sciences sociales ont pu être affectés par des ruptures intervenues dans la transmission des savoirs, dans les trajectoires professionnelles, dans les systèmes de croyances sur la vocation du chercheur ou la « mission » propre à telle ou telle discipline.

Les débats et polémiques suscités par la typologie des savoirs sociologiques établie par Michael Burawoy dans son plaidoyer pour une sociologie publique et critique (savoirs professionnels, savoirs académiques, savoirs critiques, savoirs appliqués et savoirs

« publics »)² constituent un exemple édicateur de ces divisions nouvelles ou anciennes qui traversent l'espace scientifique. Les tensions observées au moment des déplacements de frontières entre les disciplines, en fonction du degré de différenciation de chaque espace, sont un indicateur des changements intervenus dans la division du travail et des rapports de force entre elles. Il serait intéressant de comparer ces systèmes de classement, leur degré variable d'institutionnalisation, les frontières qui séparent « experts » et « profanes » dans chaque cas, ainsi que la présence de catégories intermédiaires.

La visibilité des sciences sociales pour le grand public a également connu des changements. Si les médias ne les convoquent pas souvent pour donner leur avis sur l'actualité, cela s'explique en partie par le développement de corps intermédiaires, par exemple dans le champ journalistique (des journalistes experts, des « analystes politiques ») comme dans celui des sciences sociales elles-mêmes, où des disciplines intermédiaires – sciences politiques, sciences de la communication, cumulent des savoirs spécifiques et la production d'expertises. Des clientèles d'experts se sont constituées d'ailleurs auprès des organismes privés ou publics qui les sollicitent sur les problèmes sociaux, politiques ou économiques.

Des décalages se sont installés entre des sociologues et des anthropologues d'une part, des économistes, des historiens et des gestionnaires (science de la gestion) d'autre part, figures concurrentes dans l'espace de l'expertise médiatisée. Des (sous-)espaces intermédiaires, plus ou moins spécialisés, comme ceux revendiqués par les sciences de la « communication » ou « de gestion », réclament sinon l'exclusivité, au moins la priorité dans les discussions légitimes sur le politique en public. A l'opposé, des alliances existent avec les travailleurs sociaux qui constituent aussi une fraction du public spécifique des sciences sociales et avec lesquels on établit plus facilement un consensus dans la définition des problèmes sociaux et des cadres d'action (des interventions).

Quelle est, dans ces conditions, la possibilité des sciences sociales de se constituer ou de conserver des publics propres ? Dans les rangs du public intellectuel au sens large, ces publics spécifiques sont-ils en mesure d'engager des dialogues avec les publics artistiques et littéraires, avec les médias ? Peut-on observer des phénomènes de destruction de publics – sous la pression des marchés et des médiatisations ? Dans quelle mesure sont-ils touchés par la fragmentation des collectifs à travers les blogues et les plateformes électroniques ?

AXE 3. ENGAGEMENTS ET DISTANCIATIONS

La distinction faite jadis par Norbert Elias (1956) entre sociologues et anthropologues quant au degré d'implication ou d'engagement social et de distanciation réflexive n'est peut-être plus autant d'actualité, suite au rapprochement entre la sociologie et l'anthropologie des sociétés contemporaines. Pourtant, les appartenances multiples des chercheurs ne sont pas toujours facilement conciliables. Elles supposent parfois des engagements contradictoires. Plutôt que d'apparaître spécifiques à une discipline, l'engagement et la distanciation peuvent

² Cf. Michael Burawoy, « For public sociology », *American Sociological Review*, 70, février 2005, p. 4-28. Voir aussi le « Dossier Sociologie Publique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, mars 2009.

se représenter aujourd'hui comme des mouvements complémentaires ou alternatifs. Certaines figures d'engagement ont pris ainsi la forme de distanciations analytiques, comme dans l'opposition constituée entre « l'intellectuel spécifique » (Foucault) ou « l'intellectuel collectif » (Bourdieu) et l'engagement « universel » sartrien. Des engagements souvent liés à l'apparition de nouveaux publics des sciences sociales, à la nécessité de nouvelles disciplines de se créer un public propre ou à l'incitation de transformer ces publics en acteurs politiques.

Une forme répandue d'engagement des chercheurs en sciences sociales est celui auprès des communautés qui ont fait l'objet de recherches de terrain. Ces travaux (parfois sous forme de recherche-action) produisent des liens sociaux, par delà les divisions et les inerties bureaucratiques. Quels sont les effets observés de ces travaux sur les commanditaires et sur le public ? Dans quelles conditions constituent-ils une source des positions critiques sur le fonctionnement des institutions et les effets des réformes³ ? La reconnaissance des sciences sociales appliquées, de l'expertise scientifique (*policy sociology*) est ici à interroger – entre son imposition de l'extérieur et sa réponse à des demandes de la part de publics constitués.

L'engagement professionnel dans les sciences sociales prend également la forme de la formation et de la mobilisation d'un public restreint et compétent, à travers des instruments appropriés (collections, maisons d'édition, traductions, revues, rubriques) et des manifestations collectives (séminaires et colloques). Des formes d'engagement spécifiques ont comme objet le domaine propre d'activité, l'enseignement ou la recherche⁴. D'autres, s'engagent auprès de certains groupes, privés de possibilité de défense propres : les détenus, les minorités ethniques ou sexuelles, les « sans-papiers ».

Les *distanciations* constituent, d'autre part, des instruments de rupture à fois épistémologique et sociale, produits par la science sociale dans des actes cognitifs. Ces ruptures peuvent prendre plusieurs formes : critiques et désaveux d'intellectuels « négatifs », où l'intellectuel médiatique a succédé à l'intellectuel prophétique, adversaires de l'autonomie, agents du champ politique ou porteurs d'hétéronomie.

Les distanciations sont aussi des instruments d'autoanalyse. Il est ainsi possible de se distancer de certaines étapes de son propre parcours, rompre avec ses illusions ou celles de son milieu. L'étude des « frontières intérieures » de la société française⁵ est un exemple de distanciation rendue possible par la recherche en sociologie. La responsabilité engagée des chercheurs apparaît dans ce contexte comme une modulation de la distanciation nécessaire, individuelle et collective. Une distanciation qui est mise à l'épreuve par « le sacre de l'amateur » dans le cadre du « mouvement de diffusion et d'élargissement des savoirs et des compétences »⁶.

³ Les réformes en France en milieu hospitalier sont un des exemples de désaccords existant entre chercheurs en sciences de la gestion et sociologues sur le bien fondé de ces réformes et sur leurs effets, avec des alliances entre les acteurs de terrain et les chercheurs.

⁴ Comme ARESER ou « Sauvons la recherche » en France.

⁵ Didier Fassin, *Les nouvelles frontières de la société française*, La Découverte, 2010; Monique de Saint Martin, Mihai Dinu Gheorghiu (dir.), *Education et frontières sociales*, Michalon, 2010.

⁶ Patrice Flichy, *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*. Seuil, La République des idées, 2010, p. 88).

Il y a cependant aussi des situations de distanciation impossible, de surinvestissement, d'objectivation ou d'autoanalyse échouées. Aussi des situations de distanciation forcée ou contrainte, par émigration ou exil, peuvent-elles conduire à une remise en cause des *doxa* indigènes. Des objets inédits peuvent être rendus visibles par la distanciation, qu'elle soit historique, politique ou éthique. On peut se demander si la délégation des distanciations est possible, à travers les divisions du travail de recherche, ou par la transmission entre générations.

On peut ainsi se poser une dernière série de questions sur le sens des engagements des différentes catégories d'acteurs face aux transformations de l'espace auquel ils appartiennent. Quelles responsabilités sont assumées dans les médias, écrits ou audiovisuels ? Quel dialogue est engagé avec le public ? Quel rôle revient aux journalistes ? Il est nécessaire ici de décliner les différentes figures de l'engagement : de manière générale, « pour le social », ou de manière spécifique. Des nouvelles formes de militantisme sont-elles apparues ? Les appartenances politiques connues ou assumées par les *savants publics*, militants, compagnons de route, conseillers ou nouveaux « intellectuels organiques » suscitent-elles des réactions, des manifestations de solidarité ou des critiques de la part des membres des communautés scientifiques ? La question des limites de ces engagements est à poser ainsi : de ce qui est accepté dans les limites normatives d'une profession ou d'une discipline, et de ce qui est refusé en tant que « politisation ». Ces limites ou frontières sont certainement très mouvantes, d'une communauté savante à une autre. Cependant, on peut considérer comme un des effets de l'internationalisation l'alignement tendanciel sur des normes éthiques et plus largement d'un ensemble de valeurs communes. D'autre part, on peut se demander si ces engagements n'ont pas conduit par ailleurs à des détachements et fait apparaître des objets de recherche auparavant « invisibles ».

ORGANISATION DU COLLOQUE

Comité scientifique

Donald Broady, professeur de sociologie, Université d'Uppsala

Afranio Garcia jr., maître de conférences, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris

Mihai Dinu Gheorghiu, professeur de sociologie, Université de Iasi

Mileva Gjurovska, professeur de sociologie, Université de Skopje

Ion Ionescu, professeur de sociologie, Université de Iasi

Svetla Koleva, sociologue, Institut de sociologie de l'Académie bulgare des sciences, Sofia

Abel Kouvouama, professeur d'anthropologie, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Marius Lazar, professeur de sociologie, Université Babes-Bolyai, Cluj-Napoca

Jacques L. Boucher, professeur, UQO, Gatineau, Canada

Mihaela Miroiu, professeur, SNSPA, Bucarest

Adrian Neculau, professeur, Université de Iasi

Boubacar Niane, professeur de sociologie, FASTEF, Université de Dakar

Anne Piriou, chercheur associé au Centre d'études africaines, EHESS, Paris

Monique de Saint Martin, directrice d'études, Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris

Grazia Scarfo` Ghellab, professeur de sociologie, Ecole Hassania de Travaux Publics, Casablanca

Joseph Yvon Thériault, professeur UQAM, Montréal, Canada

Anne Catherine Wagner, professeur de sociologie, Université Paris I Panthéon Sorbonne.

Patrice Yengo, Professeur, Université Marien Ngouabi, Brazzaville, République du Congo

Calendrier

→ **Envoi des titres des communications avant le 1er mars 2011 par courrier électronique** aux adresses suivantes : Mihai Dinu Gheorghiu, mihaidg@yahoo.fr; Paul Arnault, paul.arnault@ehess.fr

→ **Envoi du résumé de la communication** (de 20 lignes maximum plus la bibliographie) **avant le 10 mars 2011 par courrier électronique**, par fichier électronique sous format .rtf ou .doc en précisant en objet « *Colloque Université de Iasi - RAE – AISLF 2011* », aux mêmes adresses.

→ **La sélection des communications sera communiquée avant le 1^{er} avril 2011.**

→ **Envoi des textes des communications avant le 1^{er} septembre 2011.**

Pour tout renseignement :

- Mihai Dinu Gheorghiu, mihaidg@yahoo.fr tél., en France: +33620685839; en Roumanie, +40745407461
- Paul Arnault, paul.arnault@ehess.fr ; tél. +33609544251.

INFORMATIONS SUR LES ORGANISATEURS

L'Université Alexandru Ioan Cuza, Iasi

<http://www.uaic.ro/uaic/bin/view/University/WebHome>

L'UNIVERSITE « ALEXANDRU IOAN CUZA » est la plus ancienne institution d'enseignement supérieur de Roumanie et elle perpétue, depuis 1860, une tradition de l'excellence et de l'innovation dans le domaine de l'éducation et de la recherche. Avec plus de 38.000 étudiants et 800 enseignants-chercheurs, l'université jouit d'un grand prestige au niveau national et international, ayant des collaborations avec presque 260 universités d'autres pays.

<http://www.uaic.ro/uaic/bin/view/Academic/Filosofie>

LA FACULTE DE PHILOSOPHIE ET SCIENCES SOCIO-POLITIQUES → La Faculté de Philosophie a été fondée en 1856 et, à côté de la Faculté de Théologie et de la Faculté de Droit a représenté le point de départ pour la fondation de l'Université "Alexandru Ioan Cuza" de Iași en 1860. Parmi les personnalités qui ont enseigné à la Faculté de Philosophie on compte: Titu Maiorescu, Vasile Conta, Simion Bărnuțiu, Dimitrie Gusti, Ștefan Zeletin, Ion Petrovici, Mihai Ralea, Petre Andrei, Alexandru Cludian, Ștefan Bârsănescu, Vasile Pavelcu, Petre Botezatu, Ernest Stere. Les Annales Scientifiques de l'Université "Alexandru Ioan Cuza" avec deux sections: Philosophie et Sociologie et Politologie paraissent chaque année. La revue *Hermeneia* issue de la collaboration avec la Faculté de Théologie Orthodoxe et la Faculté des Lettres paraît régulièrement depuis 1999. De même, ces dernières années ont paru quatre autres revues scientifiques: *Argumentum*, *Cultura* (La Culture), *Caiete sociologice* (Cahiers sociologiques), *Revista de cercetare și intervenție socială* (La revue de recherche et intervention sociale).

<http://www.psih.uaic.ro/prezentare/despre/misiune.htm>

LA FACULTE DE PSYCHOLOGIE ET DES SCIENCES DE L'EDUCATION → En 1997, la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education s'est constituée en tant que faculté à part, en se séparant de la Faculté de Philosophie. Cette séparation a été un procès réparateur, pour compenser l'absence de cette spécialisation de 1978 à 1989, quand les facultés spécialisées ont été fermés dans tout le pays. Cette séparation a été nécessaire, aussi bien de point de vue épistémologique qu'administratif. Plus de 1500 jeunes fréquentent notre faculté chaque année.

* La mission de notre faculté est de former des spécialistes performants en Psychologie et dans les Sciences de l'Education, pour apporter leur contribution au développement de la société roumaine, dans le cadre de l'intégration de notre pays dans la Communauté Européenne. L'offre académique est orientée vers l'enseignement d'excellence, en déterminant des standards éducatifs et de recherche au même niveau que les facultés le plus prestigieuses du même profil, de Roumanie comme de l'étranger. L'activité scientifique intense qui a lieu dans notre faculté est indiquée par le grand nombre de travaux publiés, par la participation à des programmes nationaux de recherche, comme à des projets internationaux, ainsi que par l'existence de deux centres de recherche attestés par le Conseil National de la Recherche Scientifique dans l'Enseignement Supérieur (CNCSIS) : le Centre de recherche en psychologie appliquée (centre d'excellence) et le Centre de recherche pédagogique fondamentale et appliquée de la performance dans les champs éducatif, professionnel et communautaire. La Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education participe, par toutes ses activités, au développement de la communauté locale et régionale, au prestige de l'Université « Alexandru Ioan Cuza » aussi bien au niveau national qu'international.

Le Réseau Acteurs Emergents (RAE)

www.acteurs-emergents.msh-paris.fr

Créé en 2000 avec le soutien de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme à Paris, le Réseau Acteurs Emergents est un espace de rapprochement et d'échange entre enseignants-chercheurs, chercheurs et doctorants en SHS, africanistes ou non. Il réunit actuellement 80 chercheurs issus d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Congo, Afrique du Sud, Bénin, Nigéria, Cameroun), du Maghreb (Algérie, Maroc), d'Europe (France, Grande-Bretagne, Italie, Roumanie, Suède), d'Amérique (Brésil, Canada, États-Unis) et d'Asie (Chine).

Les membres du réseau se proposent d'interroger dans une perspective comparative et pluridisciplinaire les transformations et les recompositions que connaissent les Etats nationaux, notamment africains, dans le contexte actuel de mondialisation et d'étudier les conditions d'émergence de nouveaux acteurs dans le champ social et politique. Quelques grandes lignes de réflexions sont proposées :

- Acteurs émergents (acteurs de la guerre, acteurs religieux, acteurs de la société civile, ONG). Vers une revendication du politique ?
- Espaces, migrations et métissages Afrique, Amériques, Europe ;

- Nouvelles rationalités dans les espaces universitaires ;
- Sciences sociales et politique ;
- Lire les intellectuels. Diasporas, itinéraires et figures.

Le RAE a organisé en 2009 à Casablanca, en collaboration avec l'Ecole Hassania des Travaux Publics et l'Université Hassan II Mohammedia, un colloque international sur « Les mondes universitaires face aux logiques du marché : circulation des savoirs et pratiques des acteurs » et, en 2010 à Paris, une journée d'études en association avec l'axe 2 de l'Iris-CNRS-Inserm-Université Paris XIII « Etat, mondialisation et immigration » sur le thème « Sciences sociales, pouvoir et politique à la lumière des échanges scientifiques internationaux ».

Le groupe est actuellement composé de :

Jean Copans, jean.copans@biomedicale.univ-paris5.fr ; Abdoulaye Gueye, laye69g@hotmail.com ; Abel Kouvouama, abel.kouvouama@univ-pau.fr ; Michèle Leclerc-Olive, michele.leclerc-olive@ehess.fr ; Boubacar Niane, bniane@orange.sn ; Anne Piriou, an.piriou@free.fr ; Monique de Saint-Martin, stmartin@ehess.fr ; Grazia Scarfo Ghellab, grazia.scarfo@gmail.com ; Anne-Catherine Wagner, anne.catherine.wagner@gmail.com

Adresse postale : FMSH, 190-198, avenue de France, 75013 Paris.

Parmi les publications :

Y. Lebeau, B. Gueye, A. Piriou, M. de Saint-Martin (dir.), *Etats et acteurs émergents en Afrique. Démocratie, indocilité et transnationalisation*, Paris, Karthala, Ifra Ibadan, 2003.

A. Kouvouama, A. Gueye, A. Piriou, A.-C. Wagner (dir.), *Figures croisées d'intellectuels. Trajectoires, productions et modes d'action*, Paris, Karthala, 2007.

Sous presse : M. Leclerc-Olive, G. S. Ghellab, A.-C. Wagner (dir.), *Les mondes universitaires face au marché. Circulation des savoirs et pratiques des acteurs*, Paris, Karthala, 2011. (Postface de Monique de Saint Martin).

**Le Comité de Recherche 24 « Petites sociétés et construction du savoir »
(Association Internationale des Sociologues de Langue Française)**

Le CR 24 « Petites sociétés et construction du savoir » est issu du GT 16 « Problèmes balkaniques » qui a été constitué en mars 1994 lors du Colloque de l'AISLF « Les Balkans et l'Europe face aux nouveaux défis » tenu à Sofia, et renommé en GT « Sociétés du Sud-Est Européen » en 1996 au XVème Congrès de l'AISLF à Evora (Portugal). Reconnu lors du XVIème Congrès de l'AISLF à Québec (juillet 2000), le Comité de recherche « Petites sociétés et construction du savoir » a réalisé les manifestations suivantes :

- le colloque *Petites sociétés et minorités nationales : enjeux politiques et perspectives comparées* (Ottawa-Hull, les 21-24 août 2002) qui était la première mise à l'épreuve de la pertinence de la notion de petite société et de sa capacité analytique sur le plan des identités, du pouvoir et du développement ;
- quatre séances dans le cadre du XVIIe Congrès de l' AISLF (Tours, les 5-9 juillet 2004) portant sur le *lien social dans les petites sociétés : dimensions politiques et culturelles, les nouvelles constructions identitaires, les incertitudes individuelles et défis collectifs* et les *enjeux de la connaissance en sciences sociales*.
- le colloque *Sociétés en mouvement : petites sociétés et intégration aux ensembles régionaux* (Plovdiv, Bulgarie, les 25-28 mai 2006)
- quatre séances dans le cadre du XVIIIe Congrès de l' AISLF (Istanbul, les 7-11 juillet 2008) portant sur le concept de petites sociétés comme voie de questionnement des pratiques scientifiques et des théories contemporaines.

Responsables du CR 24 pour la période 2008-2012 : Jacques L. Boucher, Université du Québec en Outaouais, Canada – jacques.boucher@uqo.ca; Catherine Darrot, Agrocampus Rennes et SMART INRA Agrocampus Antony, France – cathdarrot@yahoo.fr; Mileva Gjurovska, Université de Skopje, Macédoine – milevag@sonet.com.mk; Svetla Koleva, Institut de Sociologie, Sofia, Bulgarie - svetlakoleva2002@yahoo.com; Joseph Yvon Thériault, Université du Québec à Montréal, Canada - theriault.joseph_yvon@uqam.ca

Deux publications sont déjà sorties du travail collectif du CR : Jacques L. Boucher, Guéorgui Fotev et Svetla Koleva (sous la direction). *Mutations de société et quête de sens. Une rencontre entre des sociologues bulgares et québécois*, Editions LIK, Sofia, 2001. Jacques L. Boucher et Joseph-Yvon Thériault (sous la direction). *Petites sociétés et minorités nationales*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2005.